Pour information

Paris, le 20 novembre 1982

M. J. GATECEL

Président de l'Union
des Physiciens

Monsieur A. SAVARY

Ministre de l'Education Nationale

Monsieur le Ministre,

Pendant plusieurs années, les Ministères précédents n'ont pas créé les postes nécessaires pour satisfaire les besoins de notre enseignement. Dans notre discipline, la pénurie est particulièrement criante dans les Collèges où moins de vingt pour cent des heures d'enseignement sont assurées par des professeurs certifiés ou agrégés de Sciences physiques. On ne pouvait donc que se réjouir de voir afficher, l'an dernier, la volonté d'augmenter le nombre de postes offerts tant au C.A.P.E.S. qu'à l'Agrégation. L'expérience montre, cependant, qu'il est nécessaire d'étaler dans le temps l'effort de redressement si l'on veut recruter du personnel qualifié et éviter de créer de graves injustices. Il ne faut pas engager, à un moment donné, des professeurs de niveau scientifique médiocre alors que l'on a rejeté, peu avant, ou que l'on refusera, peu après, des candidats tout à fait valables. Il est évident, d'autre part, que pour avoir des candidats de qualité, il faut que l'existence du concours et le nombre de postes offerts soient connus assez longtemps à l'avance afin de permettre à un assez grand nombre d'étudiants de s'y préparer convenablement.

Vous comprendrez donc notre émotion, Monsieur le Ministre, à la lecture du *Journal Officiel* du 24 octobre publiant l'ouverture d'un C.A.P.E.S. dont les épreuves se dérouleront les 13 et 14 décembre pour pourvoir des postes dès la rentrée de janvier sans que les professeurs recrutés n'aient bénéficié d'aucune formation pédagogique. Une telle mesure présente de multiples inconvénients sans que les avantages apparaissent clairement. Ne se présenteront sans doute que quelques maîtres auxiliaires qui auront eu la chance d'être informés à temps et dont les attaches familiales ne les lient pas hors des Académies où ils devront s'engager à enseigner jusqu'en 1986. Certes, tout critère de sélection peut être discuté mais ceux-ci nous paraissent particulièrement difficiles à justifier. D'autre part, ces maîtres auxiliaires, s'ils sont reçus abandonneront les postes qu'ils occupaient au premier trimestre.

Cette mesure exceptionnelle risque donc fort de ne pas augmenter du tout le nombre de professeurs disponibles. Elle permettra uniquement de répartir la pénurie et, peut-être, de faire taire la grogne dans certaines régions de France. On peut en voir l'intérêt politique local et à court terme mais pas l'intérêt général des élèves.

Ce concours exceptionnel ne comporte pas d'épreuves orales alors qu'il y a quelques années, de nombreux candidats de qualité ont échoué à ces épreuves parce que le nombre de places offertes était trop limité. Parmi ces candidats malheureux, beaucoup sont aujourd'hui maîtres auxiliaires, quelques-uns sont titularisés comme adjoints d'enseignement mais la plupart étant chargés de famille, ne pourront pas prendre le risque de briser celle-ci par une brutale mutation en cours d'année scolaire pour bénéficier des conditions exceptionnelles de ce concours de recrutement. Ils se considéreront certainement comme victimes d'une grave injustice.

La formation pédagogique et les épreuves pratiques du concours sont reportées à l'année suivante. Peut-on envisager sérieusement de telles épreuves ? Trouvera-t-on un jury capable de refuser le bénéfice du concours à un candidat auquel on aura confié des élèves, l'année précédente, sans se soucier de sa formation pédagogique ?

Enfin la lecture du projet de budget de l'Education Nationale présenté au Parlement les 4 et 5 novembre derniers nous rend très perplexe. Le nombre de postes offerts aux C.A.P.E.S. et à l'Agrégation en 1983 diminue à nouveau. L'augmentation du nombre de postes au cours des deux années passées aura sans doute incité plus d'étudiants à préparer ces concours. Ils ne seront pas prêts en décembre pour se présenter au concours exceptionnel (dont la plupart ignoreront même l'existence) mais, lorsqu'ils seront correctement préparés, le nombre de postes sera insuffisant !

Nous aurions voulu espérer que les efforts consentis par le pays en faveur de l'Education Nationale seraient enfin considérés comme un des meilleurs investissements à long terme. Connaissant l'ampleur des problèmes à résoudre, nous aurions souhaité qu'un plan pluriannuel soit établi pour permettre de trouver des solutions progressives et efficaces écartant les mesures conjoncturelles et les redéploiements divers que nous avons condamnés dans le passé. Nous craignons que la déception ne soit grande.

Nous n'attendons, Monsieur le Ministre, que des raisons d'espérer et nous vous assurons de notre plus haute considération.